
A fleur de justice

Maghreb-Machrek

Tahar Moussaoui

Liège, 2020

Tunisie :
Le tyran tunisien est tombé.
Mais son régime tyrannique est toujours là.
Et ses bénéficiaires occidentaux aussi ! (*)
(Janvier 2011)

Depuis le 17 décembre 2010, le peuple tunisien est soulevé par un mouvement antidictatorial d'une ampleur et d'une maturité rarement vues dans le Monde arabe. Pour une fois, une démocratie authentique a une chance d'y advenir par la volonté du peuple en lieu et place d'une démocratie de pacotille transportée à dos de chars par des envahisseurs comme en Irak, ou de « révolutions colorées » avec les pinces de la CIA comme dans certains pays de l'Europe de l'Est.

Parti d'une ville du centre, le mouvement a peu à peu essaimé dans tout le pays, touchant toutes ses forces vives : travailleurs, classes moyennes, étudiants, avocats, journalistes, syndicats ou associations. Ciblants les représentants du régime et ses symboles, il a utilisé toutes sortes de moyens de lutte : manifestations, rassemblements et grèves. Il a aussi fait naître des formes d'organisation originales, dont les comités populaires de vigilance : à la fois moyen d'autodéfense contre les milices du régime et noyau d'initiatives et d'encadrement. Et après quelques semaines le premier résultat, extraordinaire, est tombé : la fuite du tyran Ben Ali et la débandade de ses sbires.

Mais, ne l'oublions pas, le régime policier de ce dernier, qui a duré plus de 23 ans, n'était que la partie visible d'une *dictature* qui est toujours là et qui, ne l'oublions pas non plus, a constamment et honteusement été soutenue, directement ou indirectement, par les *démocraties* occidentales. Principalement parce que cette dictature favorisait et protégeait leurs intérêts économiques et stratégiques (Facilités militaires pour l'armée américaine à Bizerte). Ce « partenariat » enrichissait de façon tapageuse une petite minorité locale associée à ces intérêts et semait la misère et le chômage partout ailleurs.

En matière de complicité, la Belgique n'est pas en reste : vente d'armes, délocalisations massives (de l'industrie textile en particulier) à la recherche de main-d'œuvre à bas prix et d'avantages fiscaux, ou placement de capitaux à la recherche de plus grandes marges bénéficiaires. La complicité se marque aussi à d'autres niveaux. Didier Reynders, président du Mouvement Réformateur, a été consul honoraire du régime tunisien à Liège. Louis Michel, du même parti, a été président du « Groupe des amis de la Tunisie » au Parlement européen. Le parti socialiste a siégé sans états d'âme aux côtés du parti de Ben Ali au sein de l'Internationale socialiste. La province (gouvernorat) de Soussse est liée par une « Charte d'amitié » à la province de Liège et, jusqu'à la chute du

tyran, elle était prévue comme invitée d'honneur du Salon des vacances de Liège « Bleu Vert Soleil » !

Ayant fait preuve d'un courage inouï et consenti de lourds sacrifices, le peuple tunisien mériterait vraiment de réaliser le maximum de ses aspirations. Mais le chemin est encore long et nous devons être à ses côtés pour :

- Marquer notre solidarité avec le peuple tunisien
- Dénoncer la complicité des gouvernements occidentaux avec l'ancien tyran et ses héritiers politiques
- Soutenir les aspirations du peuple tunisien à la liberté et à la justice sociale.

(*) Tract rédigé pour l'*Association Racines et Citoyenneté* (Liège) et distribué lors de la grande manifestation de solidarité tenue à Bruxelles